

## Comuniqué No. 49

Le Front de Résistance Populaire, face à la répression continue de ses membres exercée par la dictature de Pepe Lobo, communique à la population hondurienne et à la communauté internationale:

1. Nous dénonçons le régime de facto de M. Porfirio Lobo Sosa et de son équipe de sécurité nationale, pour toutes les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu dans notre pays depuis le 27 janvier.
2. Nous condamnons avec véhémence l'assassinat de nos camarades Vanessa Zepeda et Julio Fúnez, tous deux membres actifs du Front de Résistance Populaire et leaders de la classe travailleuse.

De même, nous condamnons l'attaque du domicile de camaradas dirigeants de la résistance et la persécution permanente et les actions d'intimidation de la part des forces de sécurité de l'état.

Nous en rendons responsables l'oligarchie hondurienne et sa représentation politique, le régime de facto de Pepe Lobo.

3. Nous exigeons pour nos compatriotes exilés le droit de revenir dans le pays en sécurité. Nous pensons en particulier à Manuel Zelaya Rosales et à ses collaborateurs, contre lesquels est organisée une campagne de diffamation pour justifier leur persécution politique.
4. Il est évident que le modus operandi de ces attentats correspond à la lettre à celui suivi dans le passé par les organes de répression de l'état, tels que le commando 3-16, qui serait aujourd'hui réactivé pour semer la terreur pour le bénéfice des groupes de pouvoir agrippés aux privilèges obtenus grâce à l'exploitation du peuple hondurien.
5. Dans ce contexte de vulnérabilité, il est absurde de mettre en œuvre une Commission Vérité nommée par un régime impliqué dans ces crimes, alors que les mêmes représentants des forces armées qui ont violé les droits de l'homme restent en fonction.
6. Nous maintenons notre position: ne pas reconnaître le régime illégitime de Pepe Lobo, en tant que continuité de la dictature qui s'est installée avec le coup d'état. Cette dictature a la prétention de se faire reconnaître internationalement à partir d'un processus électoral illégal qui n'a été observé par aucun gouvernement ni aucune organisation internationale.
7. Nous félicitons les pays d'Amérique Latine et les organisations sociales à travers le monde qui ont manifesté leur rejet de la dictature. Nous invitons également les gouvernements qui n'ont pas encore pris position à rejeter un régime qui viole les droits les plus sacrés de tout un peuple à la merci d'un système violent et corrompu.

**Nous résistons et nous vaincrons !**

Tegucigalpa le 23 février 2010